

CUBA ET LE PROJET COMMUNISTE

Rémy HERRERA

L'adhésion de Cuba au projet communiste, pour être saisie dans son originalité et sa profondeur, ne peut être appréhendée sans la perspective du temps long. Si l'on a dit parfois l'« *indifférence de Marx à l'égard de l'Amérique latine* », nous pouvons remarquer que les quelques occasions où, dans le cours de son œuvre, celui-ci intéresse son lecteur à Cuba suggèrent les moments les plus singuliers de l'histoire de cette formation sociale.

Marx et Cuba

Dans la *Rheinische Zeitung*, à l'instant où il esquisse le concept de "fétichisme", c'est l'exemple des Amérindo-cubains que Marx retient, qui « *voyaient dans l'or le fétiche des Espagnols... et le jetaient à la mer... pour sauver les hommes* » (*La loi relative aux vols des bois*, 1842). L'intégration au marché mondial de Cuba, première grande terre américaine "découverte" en 1492, s'est réalisée, après la *conquista* et le chaos originel qu'a représenté la disparition presque totale de la population autochtone, au travers de cycles productifs, dont le premier fut celui de l'or, suivi du cuivre, du bois, du cuir, du café — Engels en décrit les ravages écologiques dans *Dialectique de la nature* —, qui tous s'ouvraient par un pillage et se fermaient par une désindustrialisation. Plus tard, entre 1750 et 1850, Cuba fut spécialisée dans

le sucre par une alliance des classes dominantes cubaines (propriétaires terriens latifundiaires et marchands urbains) et des classes sus-dominantes centrales (élites dirigeantes espagnoles et capitalistes mercantilistes anglo-américains), pour devenir, dès le début du XIX^{ème} siècle, le premier producteur et exportateur mondial de sucre.

Au Chapitre VIII, Section troisième du *Capital*, en un passage où Marx souligne que « *la production capitaliste... produit l'épuisement et la mort précoce de la force [de travail de l'homme] en abrégant la durée de sa vie* », c'est le système d'exploitation esclavagiste cubain, le plus massif de toute l'Amérique hispanique, qu'il cite en modèle du genre — « *mutato nomine* » précise-t-il. L'essor de la production sucrière, sous l'effet de chocs exogènes puissants (occupation militaire anglaise de 1762, connexion au marché nord-américain après 1776, révolution haïtienne de 1791-1804) surdéterminant des conditions endogènes favorables à la montée en puissance des sucriers et impulsant une insertion au marché mondial en position dominée mais dynamique, fut extrêmement violent pour le prolétariat cubain : il reposa sur une société entièrement structurée par l'esclavage à grande échelle. Plus d'un million d'Africains furent au total déportés à Cuba, qui comptait officiellement, lors du recensement de 1841, 436 500 esclaves sur près d'un million d'habitants, noirs à 60 %, et qui fut, au monde, la colonie où l'esclavage dura le plus longtemps (1511-1886).

Dans trois articles écrits pour le *New York Herald Tribune*, Marx évoque encore Cuba, placée au cœur des hypocrisies de l'Angleterre face au trafic négrier poursuivi tard dans le XIX^{ème} siècle par les classes dominantes étatsuniennes, espagnoles et françaises (juin 1858, *Le Gouvernement britannique et la traite des esclaves*), destinataire de la traite des *coolies* chinois (mars 1857, *Les Atrocités anglaises en Chine*), et très tôt dépendante

du capital hégémonique anglo-américain sous la forme politique même de la colonisation espagnole, la plus longue de l'histoire (juin 1853, *La Compagnie des Indes orientales*). Le système esclavagiste entré en crise, du fait de son impossible régulation et de la multiplication des soulèvements esclaves, Cuba traversa une longue période d'instabilité, « *interrègne entre l'ancien et le nouveau* », selon la formule gramscienne, au cours de laquelle « *des monstres surgirent* » : guerre de dix ans (1868-1878, à la suite de la guerre de Sécession) ; guerre d'indépendance (1895-1898, les troupes espagnoles atteignant 300 000 soldats, record alors inégalé dans les annales de la répression) ; occupation militaire par les États-Unis (1898-1902, première guerre impérialiste nord-américaine, prolongée par les interventions de 1906-12 et 1917 dirigées contre les mobilisations populaires nationalistes). Cuba passa ainsi sous la dépendance totale (économique, financière, politique, militaire) des États-Unis, et y demeura six décennies durant — jusqu'à la Révolution.

Les mouvements d'émancipation du prolétariat cubain

L'avancée du mouvement d'émancipation du prolétariat multiracial cubain — qui trouve son point d'aboutissement en 1959 — doit être inscrite dans la continuité de ses révoltes séculaires et des guerres d'indépendance. L'histoire de la lutte des classes à Cuba, dont les termes furent longtemps perturbés par une division de la société selon un critère de race, est rythmée par des ondes de soulèvements prolétariens de fréquence et d'amplitude croissantes : rébellions unissant travailleurs indiens sous *encomienda* et esclaves africains à El Cobre en 1525, qui ne sont écrasées qu'en 1532 ; luttes des mineurs noirs de l'Orient arrachant leur affranchissement dans la décennie de crise 1730 ; mouvements nationalistes de 1795-1820 où Noirs et Blancs combattent déjà côte à côte ; révoltes de plus en plus massives d'esclaves et fuites de

cimarrones rebelles à partir des années 1830-40 ; récurrence aussi des résistances des petits paysans blancs producteurs de tabac contre le *latifundium* sucrier ; autant de combats du prolétariat qui durcirent sans cesse la lutte des classes, bien avant la mobilisation du mouvement ouvrier proprement dit. Cette dernière, impulsée notamment par les travailleurs du tabac (première grève en 1866), initialement porteurs de revendications réformistes, prit le relais, avec l'apparition de journaux ouvriers (*La Aurora*, 1865), de corporations et d'associations mutualistes (comme l'*Asociación de Tabaqueros de La Habana*, fondée en 1866). Lentement, à partir de 1870-80, le prolétariat (dockers, cheminots, ouvriers des sucreries, coupeurs de cannes...) parvint à s'organiser, en tenant ses premiers congrès (à dominante anarchiste en 1887, favorable à l'émancipation nationale en 1892), en fixant ses programmes (« *la classe ouvrière ne s'émancipera que si elle embrasse les idées du socialisme révolutionnaire* », 1892), en multipliant les grèves (dont plusieurs furent générales, en 1901, 1917-20, 1923-25).

Outre sa précoce et résolue combativité, ce qui singularise le mouvement prolétarien cubain en regard du reste de l'Amérique latine, c'est le déploiement de ses revendications de transformation sociale radicale insérées et toujours imbriquées, non sans difficultés ni contradictions, à la fois dans la lutte contre l'esclavage et dans celle, anti-impérialiste, pour la libération nationale (laquelle se renforça après l'étouffement de l'État-nation indépendant par l'agression nord-américaine de 1898). D'où il vient, d'une part, que la conscience de classe du prolétariat ne pouvait se former à Cuba que dans une identité multiraciale ; d'autre part, que les luttes sociales y étaient potentiellement susceptibles de faire converger des composantes aux intérêts fort hétérogènes — parmi lesquels des éléments progressistes, nationalistes ou radicaux, de la bourgeoisie.

L'analyse des luttes du prolétariat cubain se trouve toutefois complexifiée par trois faits.

i) Le socialisme cubain, dont la marche fut en Amérique latine relativement autonome, plonge ses racines, par l'immigration, en Espagne — ce qui explique l'implantation de l'anarchosyndicalisme et du communisme libertaire dans la classe ouvrière urbaine (mais non pas rurale, acquise au *Partido Revolucionario Cubano* indépendantiste de José Martí) jusque dans les années 1920.

ii) L'ancrage très largement rural du prolétariat cubain (*macheteros* et ouvriers des *centrales* sucrières sont des salariés) plaça au centre de ses revendications non seulement la hausse de salaires mais encore la réforme agraire, qui ne pouvait que menacer directement le *latifundium* sucrier, vecteur d'expansion impérialiste du capital financier étatsunien ; d'où un *continuum* thématique entre question agraire et lutte anti-capitaliste et la possibilité d'une alliance pluriclassiste paysans–ouvriers).

iii) La stratégie des dirigeants du Parti communiste cubain, créé en 1925 par Julio Antonio Mella et Carlos Baliño (co-fondateur du PRC avec Martí en 1892, puis du Parti ouvrier socialiste en 1904), vit son autonomie continûment bornée, à gauche, par l'alignement sur les positions tactiques de l'URSS (Cuba devint le premier pays américain à voir, en 1940, des communistes participer à un gouvernement de coalition, suite à l'appel au front antifasciste lancé par la III^{ème} Internationale en 1935), à droite, par la tutelle du Parti communiste étatsunien sous influence browderiste (son secrétaire général, Browder, prônant la collaboration pacifique avec l'impérialisme, abandonna en 1944 le marxisme-léninisme et dissout le Parti aux États-Unis).

La violence du choc social provoqué par la crise de 1929, qui frappa Cuba plus que tout autre pays latino-américain, jeta les bases d'un passage à l'offensive des classes populaires et d'une concordance des actions ouvrières et paysannes. Les mouvements insurrectionnels de 1933, appuyés sur des structures partisans et syndicales intégrées à l'échelle nationale (création de la Confédération nationale ouvrière de Cuba en 1925, du Syndicat des ouvriers de l'industrie sucrière en 1932) et dominés notamment par les figures de Rubén Martínez Villena et Antonio Guiteras Holmes, conduisirent à la grève générale, renversèrent la dictature *compradore*, et virent même se constituer des soviets (dans une trentaine de sucreries, à Mabay, Jaronú, Santa Lucia...) et lutter les armes à la main des paysans sans terre de *realengos*, avec d'anciens *mambises* indépendantistes de 1895, contre l'expansion du *latifundium* en Oriente. Le pouvoir, sous la tutelle des États-Unis de Roosevelt et suite au coup d'État militaire de Batista, durcit encore la répression : assassinats de leaders ouvriers, paysans, étudiants, intellectuels (Guiteras, Jésus Menéndez, Aracelio Iglesias, Niceto Pérez... après Alfredo López, Mella... plus tard Frank País...), emprisonnements et tortures, fusillades de manifestations et écrasements des occupations de terres, infiltration et corruption des directions syndicales... L'action révolutionnaire, rendue extrêmement difficile et clandestine par ce terrorisme d'État (les adhérents du PCC sont 150 000 en 1945, 12 000 en 1958), par son travail de formation du peuple et de sélection dans la lutte de ses dirigeants, portera ses fruits, quelques années plus tard. Il fallait encore « *additionner les forces* »— d'une part, dépasser les divisions en œuvrant à la constitution d'un front de classes ralliant jusqu'aux bourgeois les plus radicaux, d'autre part, fragiliser et isoler la dictature en accentuant les contradictions entre classes dominantes (latifundistes, sucriers, exportateurs) nationales et étrangères —, mais, surtout, lancer la lutte armée, dont la dynamique devait *in fine* surprendre les États-Unis. C'est à cette tâche que s'attela Fidel Castro Ruz.

La Révolution cubaine

Après une tentative infructueuse (Moncada, 1953) et dans un contexte de forte agitation sociale (grève des ouvriers du sucre en 1955, chômage à 25-30 %, misère paysanne...), l'avant-garde du mouvement armé révolutionnaire commence le combat fin 1956. La guérilla, menée depuis les montagnes de la Sierra Maestra sous le commandement militaire et politique intégré de Castro, fut une guerre populaire, d'assise majoritairement paysanne, peu à peu appuyée par l'ossature expérimentée et disciplinée des organisations ouvrières. Patriotes humanistes et démocrates, résolument anti-impérialistes, avant tout soucieux d'indépendance nationale et de justice sociale (pour certains, déjà, communistes), les guérilleros de l'*Ejército Rebelde* qui triomphent le 1^{er} janvier 1959 en conquérant le pouvoir d'État du *primer territorio libre de America* évoluent rapidement, sous la pression de franges de plus en plus larges du peuple gagnées à la Révolution par ses « *mesures incontestablement justes* » et l'aura de dirigeants inflexibles et intègres (Fidel et Raúl Castro, Camilo Cienfuegos, Juan Almeida, Ernesto Guevara...), vers la mise en œuvre d'un projet révolutionnaire profondément original. Celui-ci, inventé dans l'action, sans modèle théorique préconçu ni « *philosophie révolutionnaire qui justifierait l'inaction* », s'avèrera tendanciellement (nécessairement ?) communiste : « *un système marxiste, cohérent, ou approximativement cohérent, où l'on mit l'homme au centre* » (E. Guevara). Les communistes déclarés étaient pourtant rares dans les rangs de la guérilla : Raúl Castro, Guevara ; d'autres les rejoignirent, parmi lesquels Carlos Rafael Rodríguez (universitaire marxiste), puis Raúl Roa ; en quelques mois, presque tous le devinrent. « *A Cuba, le socialisme, dès le début de la rébellion, ne pouvait être autre chose que le fruit d'un dialogue non institutionnalisé, d'homme à homme, entre l'avant-garde et le peuple... Tout cela n'est pas conforme au schéma de Karl Marx, je le sais bien. Nous avons violé les lois*

de l'histoire en faisant notre Révolution. Fallait-il ne pas la faire ? »
(F. Castro).

Si par projet *communiste* nous entendons projet *marxien* de transition au communisme (avec abolition de la valeur et du salariat, dépérissement de l'État et auto-organisation des producteurs...), pas plus à Cuba qu'en Union soviétique, Chine populaire ou aucun pays "socialiste réellement existant", il n'en a été véritablement question — parce que la lutte du peuple en armes, pour sa survie, contre l'agressivité impérialiste et les contraintes imposées par le système mondial capitaliste dut être permanente et que la lutte des classes continuait d'opérer dans la Révolution, par-delà la prise du pouvoir d'État national. Un État s'est (ré)institué à Cuba qui s'est réclamé, pourtant, au terme d'une radicalisation de la logique du processus révolutionnaire, du communisme — sans qu'il soit possible d'y apercevoir le simple reflet plaqué du soviétisme. Les grandes mesures de la Révolution s'attaquaient en effet dès le début, avant la révélation de son « *caractère socialiste* », aussi bien à l'appareil d'État *du capital* qu'à la structure de propriété *du capital*, lesquels étaient, à Cuba, sous le contrôle des États-Unis. Elles détruisirent, en premier lieu, l'appareil répressif de l'ancien régime : dissolution de l'armée, de la police, des partis politiques, institution de tribunaux populaires pour juger les crimes de la dictature sans "purgés", lutte contre la corruption et la mafia... Elles transformèrent ensuite, rapidement et radicalement, les structures de la formation sociale, au moyen :

i) de choix sociaux fondamentalement éthiques : éradication des maisons de jeu, de la prostitution, du trafic de drogue, des bidonvilles, de la mendicité, du travail des enfants, de la discrimination raciale ;

ii) d'une forte redistribution des revenus : récupération des biens mal acquis, diminution des loyers, du prix des médicaments et des livres, des tarifs du téléphone, de l'électricité, des transports, hausse du pouvoir d'achat

des couches populaires, resserrement du différentiel de salaires, résorption du chômage par de grands travaux, rationnement et distribution égalitaire des produits de base par la *libreta*, suppression des importations de luxe, instauration de systèmes de sécurité sociale et de retraites universels, campagne d’alphabétisation, gratuité de l’enseignement ;

et, surtout, *iii*) d’une réforme agraire menée jusqu’à son terme.

En concevant cette dernière, les révolutionnaires cubains avaient en tête à la fois les risques qui lui étaient inhérents (le Guatémaltèque Arbenz était tombé cinq ans plus tôt sur ordre des États-Unis) et les succès tactiques des redistributions de terres opérées en 1958 par l’Armée rebelle dans les zones libérées, qui rallièrent à la guérilla les *guajiros* pauvres tout en neutralisant les latifundistes dubitatifs. Bien qu’elle ne prévoyait pas l’étatisation de la propriété foncière — transférée aux petits paysans et à des coopératives —, la loi de réforme agraire du 17 mai 1959 supprima le *latifundium* (de plus de 400 hectares) et heurta ainsi frontalement les intérêts des grands propriétaires. L’opposition, violente, de ceux-ci, nationaux et étrangers, menaçait donc d’asphyxie non seulement la paysannerie, soutien vital pour la Révolution, mais encore l’économie tout entière, si les États-Unis décidaient le non-renouvellement du quota sucrier, principale source de devises du pays. Sous de vives tensions internes (attentats contre-révolutionnaires, sabotage de la réforme agraire, exils) et la pression croissante des États-Unis (suspension des crédits commerciaux, exigence d’indemnités immédiates), un accord d’échange sucre contre pétrole est signé avec l’Union soviétique en février 1960. L’engrenage de *challenges and responses* qui devait suivre, à partir de juin 1960, et au cours duquel les États-Unis glissèrent de la rétorsion économique (suppression du *Sugar Act*, embargo sur le commerce) à l’agression militaire (bombardements, infiltrations armées, tentative de débarquement), eut un effet irréversible sur le cours de la Révolution : celui

de rapprocher Cuba de l'URSS, en hâtant la liquidation du capitalisme et l'étatisation des moyens de production — par radicalisation de la réforme agraire, nationalisations massives et centralisation sous l'égide de la *Junta Central de Planificación* — et en consolidant le pouvoir de l'armée et des milices révolutionnaires—renforcement des Forces armées révolutionnaires, création des Comités de Défense de la Révolution, accord de défense avec l'URSS. De “nationale-libératrice”, la Révolution cubaine devint ainsi l'un des enjeux majeurs de la confrontation entre les deux superpuissances, au point de déplacer la guerre froide jusqu'au seuil d'une conflagration nucléaire (crise des fusées, octobre 1962).

Cuba socialiste

Dès 1960, Guevara déclarait : « *La Révolution cubaine est marxiste* ». Et F. Castro d'ajouter, la même année : « *Être anti-communiste, c'est être anti-révolutionnaire* ». Le 16 avril 1961, avant que les Cubains, à Playa Gíron, fassent pour la première fois reculer les États-Unis dans leur zone d'influence maximale, le caractère socialiste de la Révolution est proclamé : « *Compañeros, ouvriers et paysans, ceci est la Révolution socialiste et démocratique des humbles, par les humbles, pour les humbles* » (Castro) ; « *la Révolution anti-impérialiste est la Révolution socialiste* ». Les forces qui contribuèrent à renverser la dictature, Mouvement du 26 juillet (fidéliste, issu de la guérilla de la Sierra Maestra), Parti socialiste populaire (communiste, d'assise ouvrière) et Directoire du 13 mars (étudiants et guérilleros pour l'essentiel urbains) vont se rapprocher, par itérations, au travers des *Organizaciones revolucionarias integradas* puis du *Partido unido de la revolución socialista*, pour finalement fusionner en 1965 au sein du nouveau *Partido comunista de Cuba*. « *Pour la première fois dans l'histoire du mouvement et après la III^{ème} Internationale, un parti communiste acceptait*

une direction politique différente dans la lutte pour le socialisme. Et demeurera à jamais inoubliable le jour où, Blas Roca en tête, nous [communistes] nous présentâmes tous devant Fidel Castro comme les simples soldats d'une cause commune dans laquelle lui était pour nous, comme pour le peuple révolutionnaire tout entier, le commandant en chef... destiné à mener à bien à la fois les tâches idéologiques et politiques de Martí et celles, militaires, de Gómez et Maceo [chefs de la guerre d'indépendance de 1895-98] » (C. R. Rodríguez). « La Révolution est au-dessus de ce que chacun de nous a fait, au-dessus des organisations qu'il y avait ici » (Castro). A Cuba, la Révolution dut demeurer martiste pour devenir marxiste.

Ce marxisme, inventif, pratiqué avant d'être théorisé, entendait renouer avec la fermeté révolutionnaire : « *Enfermer le marxisme dans un catéchisme est anti-marxiste... le marxisme n'est pas une propriété privée inscrite au registre foncier [ni] une doctrine religieuse..., c'est la doctrine des révolutionnaires, écrite par un révolutionnaire, pour des révolutionnaires* » (F. Castro). L'accent y est placé sur le peuple, luttant de bout en bout, seul révolutionnaire jusqu'au bout : « *Un jour, le peuple s'est levé contre la tyrannie, un jour le peuple s'est uni, un jour le peuple a vaincu, mais essentiellement le peuple ouvrier, le peuple paysan, le peuple étudiant... la Révolution est la libération de l'énorme potentiel révolutionnaire du peuple* ». Conditions subjectives et humanisme y sont réexplorés : « *En poursuivant la chimère de réaliser le socialisme à l'aide des armes pourries léguées par le capitalisme (marchandise, rentabilité, intérêt matériel individuel, etc.), on risque d'aboutir à une impasse... Pour construire le communisme, il faut changer l'homme [former « l'homme nouveau »] en même temps que la base économique* », « *le marxiste doit être le meilleur, le plus accompli des êtres humains, mais par-dessus tout un être humain, le militant d'un parti qui vit et vibre au contact des masses, travailleur*

infatigable qui donne tout au peuple, patient mais jamais indifférent à la chaleur du contact humain » (Guevara). Une position démocratique apophasique y est pleinement assumée : « *Nous disons que notre système est une démocratie parce qu'il s'appuie sur tout le peuple, parce qu'il offre au peuple une participation sans équivalent dans aucune autre société, parce qu'il y a discussion du peuple dans toutes les mesures essentielles... Alors tu peux l'appeler dictature de l'immense majorité du peuple ou bien démocratie ouvrière ou populaire* » (F. Castro). La liaison directe et constante entre dirigeants et masses y est présentée comme une condition *sine qua non* de l'approfondissement du processus révolutionnaire : « *Il n'y a certainement pas d'autre cas dans l'histoire où une révolution, la direction d'une révolution, ait joui d'un soutien aussi massif du peuple, d'une confiance et d'un enthousiasme aussi inépuisable de la part des masses, d'une unité aussi complète, que ceux que notre peuple a offerts à sa révolution, à ses dirigeants* » (Raúl Castro).

Cuba et l'URSS

La Cuba socialiste, aidée par l'URSS, resta cependant une économie mono-exportatrice de sucre. D'aucuns en conclurent un peu vite que la "dépendance" avait perduré, par-delà le changement de puissance tutélaire, jusqu'au travers ou en travers de la Révolution. Ce que révèle le "retour au sucre" (après un essai de diversification), c'est la pesanteur des structures difformes et ossifiées du sous-développement hérité de l'histoire (la colonie cubaine fut économiquement soumise aux États-Unis dès le début du XIX^{ème} siècle) et la puissance des mécanismes de rappel du marché mondial. L'effort de déconnexion opéré par la Révolution dut tenir compte de multiples et cumulatives contraintes, d'ordre économique (pression de la pénurie de devises sur la balance des paiements), technique (manque de

cadres et d'expérience de la planification), politique (nécessité de préserver l'unité paysans-ouvriers du sucre comme base sociale de la Révolution). Face au blocus de l'Occident, le soutien solidaire de l'Union soviétique a signifié pour Cuba l'amorce d'un développement auto-centré, non désarticulé, et la réalité d'une croissance soutenue du produit en longue période (en moyenne annuelle et en termes réels supérieure à 3 % *per capita* de 1960 à 1985), grâce notamment : au contrôle national intégral de la propriété des moyens de production et de l'accumulation, à la stabilité d'échanges et de coopérations au sein du CAEM (intégré en 1972), à l'enclenchement d'une industrialisation adaptée aux conditions d'un petit pays (agro-industries alimentaires, complexe minier-métallurgique-mécanique), à la maîtrise de la répartition du surplus et de l'importation pour un progrès homogénéisant la société, à une formation technique et scientifique placée au service des besoins du pays... soit l'exact contraire de ce qu'offrent à la périphérie les lois du système mondial capitaliste.

Reconnaître l'apport matériel et humain considérable et tout à fait décisif de l'URSS au projet de société cubain (F. Castro : « *sans l'aide résolue et généreuse du peuple soviétique, notre patrie n'aurait pas pu survivre à l'affrontement avec l'impérialisme... notre dette de gratitude ne s'effacera jamais de nos cœurs* ») ne revient pas pour autant à jeter le voile sur les très sérieuses difficultés rencontrées dans la réalisation de celui-ci (tendances à la bureaucratisation administrative et au dogmatisme académique, problèmes d'incitation et d'efficacité, complexité de mise en œuvre du *poder popular* et de la décentralisation, imperfection du contrôle collectif réel de l'utilisation des moyens de production sous propriété étatique et de la maîtrise du devenir social par les travailleurs...) — difficultés partagées par tous les pays du "socialisme réel" et dont la résolution continue d'être pour la Révolution une tâche pratique et théorique des plus urgentes. « *Il est plus facile de gagner*

vingt guerres que de gagner la bataille du développement... C'est un combat sur le terrain de l'économie que nous devons livrer avec le peuple et que nous ne pourrions gagner qu'avec le peuple » (Castro). Souligner que, depuis 1994, le redressement impressionnant de l'économie — pourtant plongée dans une crise gravissime après la disparition du bloc de l'Est — apporte la preuve à la fois de l'attachement de Cuba au projet communiste et de son autonomie relative par rapport au modèle soviétique ne peut conduire à sous-estimer l'ampleur des défis qui lui sont lancés aujourd'hui. Malgré le resserrement du blocus étatsunien (*Torricelli Act* [1992], *Helms-Burton Act* [1995-96]) et les dangers de l'ouverture au marché (« *el período especial* » : tourisme, transferts monétaires de l'extérieur, investissements étrangers, avec leurs conséquences en termes de dollarisation et d'inégalité, voire un risque de reconstitution d'une bourgeoisie nationale), la Cuba moderne n'est pas dépourvue d'atouts : massification de la formation et dynamisme créatif, unité nationale et enracinement de l'engagement anti-impérialiste, conscience lucide aussi des acquis de la Révolution.

Les acquis de la Révolution

Car le produit le plus tangible des quatre décennies de pouvoir révolutionnaire, touchant aux conditions de vie concrètes, transparaît des données statistiques des organisations internationales sur le développement humain (PNUD, OMS, FAO, UNESCO, BIT, ONU, CEPAL...). Leurs classements placent Cuba aux meilleurs rangs de l'Amérique latine, et plus généralement du Sud, en matière de :

1. santé : sécurité sociale, espérance de vie, médecins, brevets pharmaceutiques...

2. éducation : taux de scolarisation, réussite aux examens, tests internationaux de connaissances, bourses...

3. recherche : budgets publics, chercheurs à temps plein, recherche fondamentale, R&D appliquée...

4. égalité : égalitarisme des revenus et des patrimoines, promotion sociale...

5. condition féminine : diplômées, professeurs universitaires, parlementaires, couverture-maternité, droit à l'avortement...

6. situation de l'enfant : soins pré-natals, crèches, vaccinations, inactivité professionnelle...

7. travail : négociations collectives, protection contre les accidents du travail, retraites, peu de chômage...

8. sécurité : très faibles taux de mortalité par homicide et de délinquance...

9. écart ville-campagne : accès des zones rurales à la santé, à l'eau potable, à l'assainissement, démographie urbaine modérée...

10. environnement : projets écologiques, reboisement...

11. culture : bibliothèques, publication de livres et de journaux quotidiens, films, sport...

et même 12. alimentation : consommation garantie à prix modiques, rapport disponibilités-besoins, pas de mortalité par malnutrition ou carence nutritionnelle (malgré la chute brutale du nombre de calories par habitant en

1991-94). Cette liste, non exhaustive (on pourrait y associer les reculs du racisme, de la corruption ou de la dévalorisation du travail manuel), démontre que ce que beaucoup préconisent en vain pour le Sud a été réalisé avec succès par Cuba — à sa façon. En dépit du blocus et de la crise, qui a affecté négativement certains des indicateurs cités sans altérer les priorités de la Révolution, Cuba reste l'un des pays au monde où les conditions d'existence, de travail et d'épanouissement de la très grande majorité de la population sont les plus sûres et les plus justes.

« Il fallait forger la conviction et tenir la promesse de résister, de lutter et de vaincre, quand bien même il nous faudrait nous retrouver absolument seuls... Dès la désarticulation du camp socialiste, le monde se mit à attendre jour après jour la nouvelle de la chute de la Révolution cubaine... on se demandait comment ce petit pays pourrait résister face aux États-Unis. Qu'allions-nous faire, nous rendre ? Nous ne pouvions pas faiblir, cela n'aurait pas été digne de l'histoire de ce pays, ni de tout ce qu'ont fait nos ancêtres... morts en luttant pour les droits et les intérêts des travailleurs... Comment pouvaient-ils nous vaincre, nous priver de notre patrie, de toute la justice conquise, nous priver de la Révolution ? Tout sauf reculer, tout sauf nous rendre. Il s'agit d'une lutte, et dans la lutte l'essentiel c'est le peuple, sa conscience, sa disposition, son esprit de sacrifice, son sens de l'honneur, sa liberté, son indépendance. Et le peuple est le peuple, celui qui surprend tout le monde par ses vertus, celui que ne découragent jamais les actions de ceux qui se lassent ou se rendent, passent à l'ennemi, ou sont privés des principes qui font qu'un être humain mérite réellement le nom d'homme... Pour faire face à la situation, nous avons le peuple... et nous avons fait notre choix depuis longtemps : le Socialisme ou la mort ! », Fidel Castro, Rapport central au 5^{ème} Congrès du Parti communiste de Cuba, 8-10 octobre 1997.

L'internationalisme prolétarien

L'une des dimensions les plus originales et audacieuses du projet communiste cubain demeure sa conception de l'« *internationalisme prolétarien* » et la conduite d'une politique extérieure tout à la fois suffisamment autonome par rapport à l'URSS pour se démarquer souvent de la ligne soviétique, et financièrement soutenue par elle, qui y trouva à maintes reprises le sens révolutionnaire même de ses engagements. La révolution cubaine était — de par l'inspiration idéologique de son mouvement de libération nationale (cristallisée dans la pensée, anti-impérialiste, de Martí, mais également dans celle, continentale, de Bolivar), par l'essence métisse de son héritage culturel (latino-africain), par sa force d'intégration aussi (*Che* fut internationaliste mais “étranger” jusqu'en 1959) — en quelque sorte appelée à sortir spontanément de ses frontières. Aussi la détermination tiers-mondiste de ses chefs les conduit-elle à rechercher l'affrontement avec les États-Unis directement à l'échelle planétaire, sur plusieurs fronts. « *L'impérialisme est un système mondial, il faut le combattre mondialement... il faut beaucoup de Viêt-nam* », déclare Guevara, en accord avec Castro, qui crut lui aussi, contre la coexistence pacifique et légaliste, en la voie *foquista* jusqu'en 1967 (soit l'échec bolivien et la création de l'OLAS, un an après la Tricontinentale de La Havane). Face au déchaînement de la répression contre les guérillas d'Amérique latine et à l'impossibilité d'une riposte sino-soviétique unitaire contre l'agression étatsunienne au Viêt-nam, c'est en Afrique que se déploie surtout la stratégie internationaliste offensive de Cuba, très tôt (dès janvier 1962) : soutiens au FLN de Ben Bella, au MNC lumumbiste, au PAIGC de Cabral... bien avant ceux du MPLA de Neto, des révolutionnaires éthiopiens, de la SWAPO namibienne, du Frelimo de Machel, du Polisario sahraoui, du CNR de Sankara (et même des insurgés érythréens, auxquels Cuba reconnut

le droit à l'existence nationale)... D'avril 1965 (entrée de la 1^{ère} colonne au Congo) à mai 1991 (retrait des soldats d'Angola), un peu plus de 380 000 Cubains ont combattu aux côtés des révolutionnaires africains — « *pour l'indépendance, la liberté, la justice* » dira Nelson Mandela en 1991. Leur dernier succès commun fut, après la victoire définitive de Cuito Cuanavale (1988), le maintien de la souveraineté de l'Angola, l'autodétermination de la Namibie et l'impulsion donnée à la lutte du peuple sud-africain pour abattre l'apartheid. Cuba a mené une politique extérieure exceptionnellement active et ambitieuse, bousculant les stratégies des superpuissances, soulevant souvent par sa valeur emblématique l'admiration des peuples périphériques, conservant comme pilier des principes politiques et éthiques situés aux antipodes du cynisme.

Ces mêmes principes, ceux de l'internationalisme prolétarien et de la défense des *humildes* de tous les pays (dont la “variante économique” fut longtemps de porter le combat contre les oligarchies latino-américaines et les oligopoles impérialistes jusque sur le marché mondial du sucre) se repèrent encore aujourd'hui au fondement des missions d'assistance conduites par Cuba — envoi de médecins, enseignants, techniciens dans une trentaine de pays pauvres, aide technique en cas de catastrophes naturelles, formation d'étudiants étrangers boursiers de l'État cubain... — et de ses propositions de transformation radicale de l'ordre capitaliste mondial — annulation de la dette du “Tiers Monde”, éradication totale de la faim dans le monde, condamnation systématique de l'hégémonie unipolaire des États-Unis d'Amérique...

Bibliographie :

ALLEG, Henri, 1963, *Victorieuse Cuba*, Éditions de Minuit – Alger
Républicain.

BARAN, Paul, 1961, *Reflections on the Cuban Revolution*, Monthly
Review Press.

CASTRO, Fidel, 1964, *Étapes de la Révolution cubaine*, François
Maspéro.

CASTRO, Fidel, 1976, *Bilan de la Révolution cubaine*, François Maspéro.

CASTRO, Fidel, 1998, *Rapport central et discours de clôture du 5^{ème}
Congrès du Parti communiste cubain*, Editora Política – La Habana.

CEPAL, 1998, *La Economía cubana – Reformas estructurales y
desempeño en los noventa*, Fondo de cultura económica.

FURTADO, Celso, 1970, « Economic Aspects of the Cuban Revolution »,
in Economic Development of Latin America, pp. 231-249, Cambridge
University Press.

GUEVARA, Ernesto, 1966, *Le Socialisme et l'homme à Cuba*, François
Maspéro.

HARNECKER, Marta, 1976, *Cuba : Dictature ou démocratie ?*, François
Maspéro.

HUBERMAN, Leo et Paul SWEEZY, 1969, *Le Socialisme cubain*,
Éditions Anthropos Paris.

LE RIVEREND, Julio, 1967, *Economic History of Cuba*, Ensayo – Book
Intitute – Habana.

MARTÍ, José, 1968, *Notre Amérique*, François Maspéro.

ORTIZ, Jean et Georges FOURNIAL, 1983, *Le Socialisme à la cubaine*, Éditions sociales.

TRENTO, Angelo, 1988, *Castro et la Révolution cubaine*, Casterman – Giunti.